

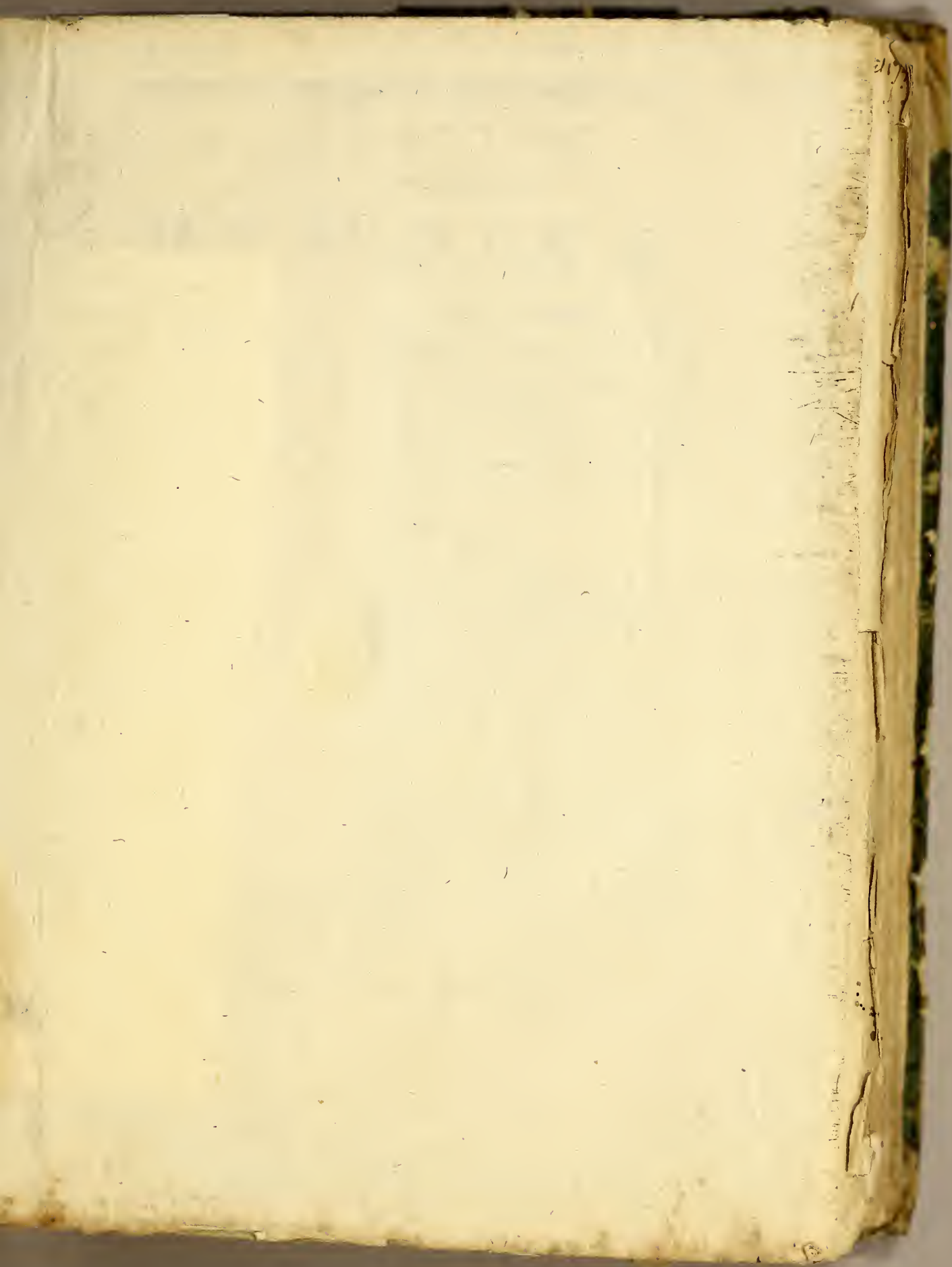




A130



John Carter Brown  
Library  
Brown University







Second Mois.

*inséré au état de requête* N<sup>o</sup>. 14.

# COURRIER POLITIQUE

## DE LA FRANCE ET DE SES COLONIES.

PHILADELPHIE, le Samedi 19 Octobre 1793.

*The liberty of the press is the palladium of all civil, political,  
and religious rights of freemen. JUNIUS.*

*Philadelphie, 19 Octobre.*

Nous venons de recevoir une réponse à la question *à résoudre*, insérée dans notre n<sup>o</sup> 12. Elle nous paraît mériter l'attention de nos lecteurs par le ton modéré qui y règne et par les développemens qu'elle annonce. Au reste, la lice est ouverte, et nous publierons tous les discours dont les auteurs rempliront les conditions imposées par le prospectus.

«Vous demandez, Monsieur, pourquoi les hommes de couleur trouvent encore parmi les habitans, qui ont été leurs victimes, des partisans, des défenseurs, des apologistes ; et pourquoi l'opinion n'est point encore fixée sur cette classe d'hommes ? Cette question est sans doute intéressante ; et tout colon attaché aux vrais intérêts de St. Domingue, à l'honneur, à la dignité de son espèce, qui a été dégradée, mutilée et barbaquement proscrite et massacrée, s'irrite, malgré lui, en songeant que cette question peut encore former la matière d'une controverse parmi nous. Mais malgré cette juste indignation, et l'impossibilité de traiter à fond une question qui tient à une foule d'idées accessoires, je me détermine néanmoins à vous présenter quelques aperçus, dans l'espoir que vous ne les jugerez peut-être pas indignes d'occuper une place dans vos feuilles.

Il est beaucoup de partisans des mulâtres (et c'est le parti aristocratique parmi nous) qui se persuadent et sont dans la ferme croyance qu'on ne peut imputer aux mulâtres d'autres torts et d'autres griefs, que ceux que la révolution a enfantés ; qu'ils sont à cet égard sur la même ligne que tous les révolutionnaires enthousiastes ou fanatiques, tant de France que de la colonie ; et qu'en conséquence tous leurs forfaits, de quelque nature qu'ils soient, ne sont qu'une suite nécessaire et inévitable des mouvemens qui nous ont été communiqués par la métropole, et dont les blancs de St. Domingue se font encore empressés de leur donner l'exemple.

Ce parti, à la tête duquel était tout le gouvernement, s'est fortement et sincèrement coalisé avec

les mulâtres, tant par haine contre les soi-disant petits blancs, que dans la persuasion intime que cette coalition opererait le retour de l'ordre : erreur funeste sous tous les rapports, qui non-seulement a accru le danger de notre périlleuse situation, empiré nos maux, mais nous a encore mis dans l'impossibilité, en différens tems, d'avoir recours et de faire usage des seuls moyens qui nous auraient garantis d'une subversion totale.

Il en est d'autres qui, sans être leurs partisans, sont convaincus, (et ceux-là forment le parti démocratique) qu'ils ont été, à leur insçu, les instrumens aveugles et passifs, soit des philanthropes, soit des contre-révolutionnaires qu'on supposait exister à St. Domingue, ou soit enfin de la faction Anglaise dont on veut que M. Pitt et tout le ministère Britannique soient les auteurs.

Ce parti qui renferme en général tout ce qu'on a improprement et scandaleusement nommé *petits blancs*, a toujours manifesté une grande repugnance, une grande horreur pour tout rapprochement vers les mulâtres, tant par esprit d'opposition, de lutte et de haine contre le gouvernement dont il voyait que les mulâtres étaient les coopérateurs, que par le motif d'un orgueil noble et louable, qui ne lui permettait pas de croire qu'une race entièrement batarde, mêlée et équivoque, put jamais être l'égale de la sienne, ayant surtout un intérêt particulier à soutenir cette prééminence, que les ardens coalisés croyoient, en raison de leurs grades, richesses et considération, ne devoir jamais perdre.

Ces deux partis, qu'on a vus acharnés l'un contre l'autre, qui ne pouvaient s'entendre, ni composer entr'eux sur aucun de leurs différens, ni de leurs intérêts respectifs, se sont néanmoins, par une fatalité étrange et vraiment déplorable, réunis dans un seul point, celui qui tendoit à disculper les mulâtres, leurs ennemis naturels, communs et éternels, ou du moins à les faire envisager comme des agens subordon-



nés, comme des causes secondes dans l'exécution de tous les desordres et atrocités qui se sont successivement accumulés et appelants sur Saint-Domingue.

Il est enfin un troisième parti, qui n'en forme point un à proprement parler, malheureusement le moins nombreux, mais sans comparaison le plus raisonnable, le plus éclairé, qui, ne consultant que l'intérêt et la politique de Saint-Domingue, indépendamment de tout esprit de faction, sans aucune vue ni ressentiment personnel, s'est constamment déclaré l'antagoniste des mulâtres, comme prétendant à la participation des droits politiques, a reconnu que toute coalition avec eux était non moins impolitique que dangereuse, que tout système d'assimilation et de rapprochement était destructif de tout ordre social; et que tous ces palliatifs, tous ces moyens corrompus employés à la haine en indiscrettement par toutes les mains inhabiles appelées à nous régir, étaient le tombeau dévorant où allaient s'engloutir sans retour nos richesses, notre population, et la source de toute prospérité publique et particulière.

Ce parti, dont les événements ont justifié les vues saines et la politique profonde, se trouve fortifiée aujourd'hui par un grand nombre du second parti, qui, ayant presque toujours combattu les mulâtres, et ne s'étant jamais coalisé avec eux qu'en partie, momentanément et imparfaitement, s'en sont aussi promptement que naturellement détachés. Ceux du premier parti qui se sont au contraire réunis avec les mulâtres, dès la première époque de la révolution française, par une suite de système réfléchi, par des combinaisons qu'ils ont jugées profondes, savantes et assurées, et par la haine injuste et atroce qu'ils avaient conçue contre les soi-disant *petits blancs*, se trouvent encore excités par amour-propre, par orgueil, et par un intérêt mal-entendu à persévérer dans leur opinion erronée, et dans leur système absurde et anti colonial.

Les personnes de la dernière opinion ont toujours avancé et maintenu (et c'est en ce seul point que consiste la diversité des sentimens, et où reside le nœud de la difficulté) que les mulâtres, loin d'être envisagés comme des agens passifs et subordonnés, comme des instrumens aveugles qu'on employait à volonté et machinalement, devaient être considérés comme des acteurs principaux, des moteurs directs, comme les seuls et uniques instigateurs de la revolte de nos esclaves, qu'ils ont constamment et exclusivement propagée, fomentée et entretenue par tous les moyens de la perversité la plus étrange et la plus scelerate. C'est donc cette revolte qui a sapé les bases fondamentales sur lesquelles repose tout l'édifice social, celles des propriétés, et à l'aide de laquelle on a préparé toutes les trames odieuses, toutes les machinations subséquentes; c'est cette revolte, dis-je, qu'on doit envisager comme la source de tous nos desastres, et comme la cause de la destruction actuelle,

( 56 )

et peut-être irrevocable, de Saint-Domingue, et de l'aneantissement ou de la disparition complète de toute la population blanche. Ce sont ces mêmes mulâtres dont l'existence est dangereuse, non-seulement comme corps politique, mais encore comme agregation éparse d'individus libres, qui ont dû, et qui se seraient portés, tôt ou tard, aux mêmes excès de ferocité auxquels ils viennent de se livrer, indépendamment et sans le concours d'aucune révolution, celle actuelle ne leur ayant véritablement servi que de prétexte et de véhicule.

Il est incontestable que si chacune de ces propositions étaient démontrées, comme elles en sont susceptibles, et qu'on donnât le temps à toutes les passions de se calmer; la question des gens de couleur ferait résoudre, l'opinion fixée à leur égard; et que pour lors tous les partis se réuniraient, comme à l'unisson, pour abhorrer et proscrire une race ingrate, impie et sacrilège, ennemie de tout ordre, de toute vertu sociale, factieuse par principe, parricide par besoin, et laquelle ne semble avoir été jetée sur cette terre que pour le malheur et la destruction de l'espèce blanche, qu'elle consumerait sans doute, si elle n'était elle-même promptement et radicalement anéantie. On sent d'ailleurs que toutes ces vérités, qui tiennent à un ensemble d'idées, ne peuvent être convenablement ni suffisamment déduites dans un journal, et qu'elles sont plutôt de nature à former, par leur étendue et leur importance, la matière d'un ouvrage qui serait aussi instructif qu'intéressant, et dont je me propose de faire connaître le plan par la voie de votre Courrier politique, afin que tous les bons esprits, intéressés à la restauration de Saint-Domingue, en puissent faire l'objet de leurs plus sérieuses méditations.

Je suis, Monsieur, strictement et rigoureusement dans toute l'étendue des conditions que vous imposez; et c'est pour avoir respecté invariablement la dignité de ma couleur, maintenu mon opinion, ma personne sans tâche, que je me suis cru, *Blanc Massif.*

*Avis au ministre d'Angleterre et aux chargés d'affaires d'Espagne et de Hollande.*

Il doit partir incessamment de Philadelphie, une cargaison de mulâtres, de nègres, de munitions de guerre et de bouche, adressée à Polverel, Sonthonax et Delpéch, commissaires-civils délégués à Saint-Domingue pour dévaster cette colonie et porter les nègres des îles voisines à l'insurrection. On croit que cette cargaison ne sera pas comme elle devait l'être mise à bord du brig français que commande le capitaine Larelle, mais bien sur quelque bâtiment américain.

Castaing a des conférences très suivies avec tout ce qui tient à l'ambassade de la convention, notamment



avec le secrétaire Bournonville et le citoyen Beauvarlet, ci-devant notaire au Cap ; aujourd'hui faisant fonctions de consul français à Philadelphie. Ce mulâtre communique de vive voix à ces citoyens le contenu des dépêches dont Sonthonax l'avait chargé, et dont les corsaires de la Bermude l'ont débarrassé pour mettre sa mémoire à l'épreuve. Afin de mieux donner le change aux imbéciles, il fait courir le bruit qu'on veut l'assassiner, et qu'il sollicite une garde auprès de leurs hautes puissances ; en attendant il court effrontément toutes les rues, seul, ou avec un aide de camp de sa trempe, parcequ'il n'ignore pas que les scelerats sont ici comme les honnêtes gens, sous la fauve-garde des lois américaines, qu'on respecte autant, que l'on méprise les protecteurs et leurs coupe-jarrêts.

Piquenard, secrétaire de Sonthonax, est toujours à Norfolk ; il a mieux aimé rester dans cette ville, que d'aller exciter ailleurs une nouvelle explosion. Cet assassin correspond avec le ministre de la république française — C'est un fait que l'on peut attester.

Nous avons la certitude que M. de Fontange se portait bien à l'époque du 10 septembre. Les personnes qui nous l'ont assuré sont dignes de foi, et ont reçu des lettres de lui sous cette date.

L'escadre espagnole doit être sortie de la Havane le 15 du courant. L'attaque de la partie française de Saint-Domingue, par terre et par mer, commencera vers les premiers jours de novembre.

Le traité de la convention avec les Etats-Unis, si toutefois il en existe un, n'est connu de personne ; mais afin que l'on sache à quoi s'en tenir sur l'étendue des pouvoirs du citoyen Genet et des consuls, sur les individus français, nous donnons l'extrait du traité passé entre Louis XVI et les Etats-Unis.

*Extrait du traité entre les Etats-Unis et la France.*

ART. IX. " Les consuls et vice consuls pourront faire arrêter les capitaines, officiers marins, matelots et toutes autres personnes faisant partie des équipages des batimens de leur nation reciproque, qui auraient deserté desdits batimens, pour les renvoyer et faire transporter hors du pays, au quel effet lesdits consuls et vice-consuls s'adresseront aux tribunaux, juges et officiers competens, et leur seront par écrit la demande desdits deserters, en justifiant par exhibition des registres du bâtiment ou rôle d'équipage, que ces hommes faisaient partie desdits équipages et cette demande ainsi justifiée, *sauf toutefois la preuve contraire*, l'extradition ne pourra être refusée et il sera donné toute aide et assistance auxdits consuls et vice-consuls, pour la recherche, saisie et arrestation des susdits deserters, lesquels seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à leur requisition et à leurs frais, jusqu'à ce qu'ils aient trouvé des occasions pour les renvoyer. Mais s'ils n'étaient renvoyés dans le délai de trois mois, à compter du jour

de leur arrestation, ils seront elargis et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause "

*Londres, le 20 Aout.*

On a reçu hier, la nouvelle de la prise des Sables, par les royalistes de la Vendée. Ce port de mer, s'ils peuvent s'y maintenir, facilitera leurs communications avec la flotte anglaise lorsqu'elle paraîtra sur la côte, dans le cas où les instructions du Lord Howe lui permettraient de communiquer avec eux.

Les nouvelles du camp de Weissenbourg portent que l'armée des alliés a fait quelques mouvemens sur la rive gauche du Rhin. Elle se partage en differens corps, et une division file vers le Brisgaw. Les Français élèvent une longue chaîne de redoutes et de batteries sur les hauteurs de Stenfeldt devant Capsweyer.

Les patriotes de Nantes ont attaqué les royalistes avec le projet de les déloger du défilé de Saint-Sébastien, et de leur prendre deux canons qui inquiètent grandement la ville, mais ils ont été repoussés avec perte considérable. Il ne se passe pas de journée où il ne deserté des jeunes gens de la ville qui vont joindre l'armée royaliste.

La flotte anglaise, sous les ordres du lord Hood, croise avec celle d'Espagne à l'entrée de la rade de Toulon pour intercepter les batimens du commerce français. Des fregates sont stationnées entre les deux flottes pour faire les signaux convenus entre l'amiral Anglais et l'amiral Espagnol.

Son altesse royale le duc d'York était attendu à Ypres le 15 du courant pour l'attaque de Dunkerque, qu'on dit être très-mal fortifié et hors d'état de résister aux forces formidables des alliés.

Un accident affreux est arrivé à Archangel ; 800 maisons de différentes grandeurs ont été brûlées dans le quartier appelé *Soldatsky*. Les magasins où se déposent les marchandises étrangères ont été préservés de l'incendie.

L'ex général Dumourier, chassé de tous les pays où il s'est présenté, a enfin trouvé un azile dans la petite ville de Nays située en face de Dusseldorf de l'autre côté du Rhin, et enclavée dans les domaines de l'électeur de Cologne. Cet asile, toutefois, ne lui a été accordé qu'à condition qu'il répondrait des troubles qu'il pourrait exciter.

*De Quebec, le 26 Septembre.*

L'honorable lord Dorchester gouverneur de cette colonie, est arrivé de Londres mardi dernier avec Lady Dorchester et sa famille, sur le vaisseau de S. M. *Severn* ; son excellence a refusé les honneurs que la garnison voulait lui rendre. Elle est descendue seule à 11 heures du matin, et s'est rendue à pied jusqu'à son hôtel. Tous les citoyens l'ont vue avec joie. Il y a eu le soir illumination générale.

Les canadiens ont déjà été sous le gouvernement du lord Dorchester, ils le regardent comme leur père et desirent tous qu'il passe au milieu d'eux le reste de



sa vie. Son troisième fils, l'honorable Christophe Carleton, est venu avec lui en qualité de son aide de camp.

Nous attendons à chaque instant l'évêque de Québec, qui doit être parti d'Angleterre quelques jours après le vaisseau *Severn*.

On annonce que M. Galbaud, ci-devant gouverneur de l'île Saint-Domingue, est arrivé à St-Jean, d'où il va se rendre ici.

*New-York, 16 Octobre.*

La corvette française la *Perdrix*, faisant partie de la flotte française partie le 5, est rentrée ici pour réparer sa mâture.

Lundi dernier au soir, il se forma un attroupement sur la place Saint-Paul. La maison de *Mother Carey*, pourvoyeuse publique, fut demolie et rasée, les meubles furent brisés. Une autre maison du même genre, tenue par *Mother Giles*, a subi le même sort. Il y avait dans la première, des gens apostés pour la défendre, qui tiraient des coups de pistolet sur les assaillans et en blessèrent trois, dont un dangereusement.

Le maire fut insulté et menacé dans ses fonctions, comme il invitait le peuple à se séparer.

*Norfolk, 10 Octobre.*

Le nav. le *Thomas*, parti de Bordeaux le 4 sept. est arrivé ici, après 33 jours de traversée. Il confirme la nouvelle de la prise de Condé, Mayence, Valenciennes, Maubeuge, Quesnoy, Cambrai, Douai et Landrecy. On assurait, au moment de son départ que Landau était pris.

La convention, dans sa séance du 23 août, a rendu le decret suivant :

Art. I. Tous les français sont en état de requisition permanente jusqu'au moment où l'ennemi aura été chassé du territoire de la republique. Les jeunes gens iront au combat, les hommes mariés fabriqueront des armes, les femmes feront des tentes, des habits, et serviront dans les hôpitaux, les enfans feront de la charpie, les vieillards seront transportés sur les places publiques pour exciter le courage des guerriers, en prêchant la haine contre les rois et l'unité de la republique.

II. Les etablissmens nationaux seront transformés en casernes pour cette fois seulement, les places publiques en écuries, les caves seront consacrées à la fabrication du salpêtre.

III. Les fusils seront exclusivement delivrés à ceux qui vont aux armées. Le service intérieur se fera avec des fusils et des couteaux de chasse.

IV. Tous les chevaux de selle serviront à trainer l'artillerie.

V. Le comité de sûreté publique et le conseil exécutif sont chargés de prendre les mesures nécessaires pour l'établissement d'une manufacture extraordinaire d'armes, dignes de la fureur et de l'énergie du peuple. Le ministre de la guerre aura pour cet effet, 30 millions de livres à sa disposition. La manufacture centrale fera à Paris.

VI. Les representans du peuple envoyés dans les departemens pour l'exécution du présent decret réuniront individuellement dans leurs districts respectifs, tous les pouvoirs des commissaires delegués auprès des armées.

VII. Tout citoyen, fera son service en personne. Les magistrats et fonctionnaires publics resteront à leurs postes.

VIII. Le recrutement sera general; les citoyens depuis l'age de 18 jusqu'à 25 ans, marcheront les premiers. Ils s'assembleront sans delai.

IX. Les representans du peuple ne permettront que le rassemblement des guerriers à la substance desquels on aura pourvu.

X. Les lieux de rassemblement seront indiqués par les representans du peuple, suivant les circonstances.

XI. Chaque lieu aura son bataillon et un etendard avec l'inscription suivante : " Le peuple français debout contre les tyrans, L'organisation et la paye de ces bataillons seront les mêmes que celles des bataillons qui sont sur les frontières.

XII. Afin que les vivres ne manquent point, les fermiers et gerans des domaines nationaux feront la recolte, et en deposeront les fruits dans les principaux greniers de leurs districts respectifs.

XIII. Il est ordonné aux propriétaires et fermiers de payer leurs arrérages en grains, y compris les deux tiers de ceux de 1793.

XIV. La convention nationale ajoute au nombre de ses representans auprès de l'armée, Chabot, Tallien, le Carpentier, Dartigoite, Boisset, ect.

Le ministre de la guerre est chargé d'envoyer des instructions et des agens militaires, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution du présent decret. Il aura, pour y parvenir, quinze millions à sa disposition.

*Du meme jour.* La convention nationale decrete ce qui suit : Il est defendu d'exporter hors de la republique, le pain, le bifeuit, toute espece de viandes, de poisson, le fruit, le cidre, le vin, l'eau-de-vie, le vinaigre, l'huile, le sel, le miel, le sucre, le savon, le lard, le charbon, le fer en barre et le fer travaillé, le papier, les toiles et les etoffes, excepté les foieries.

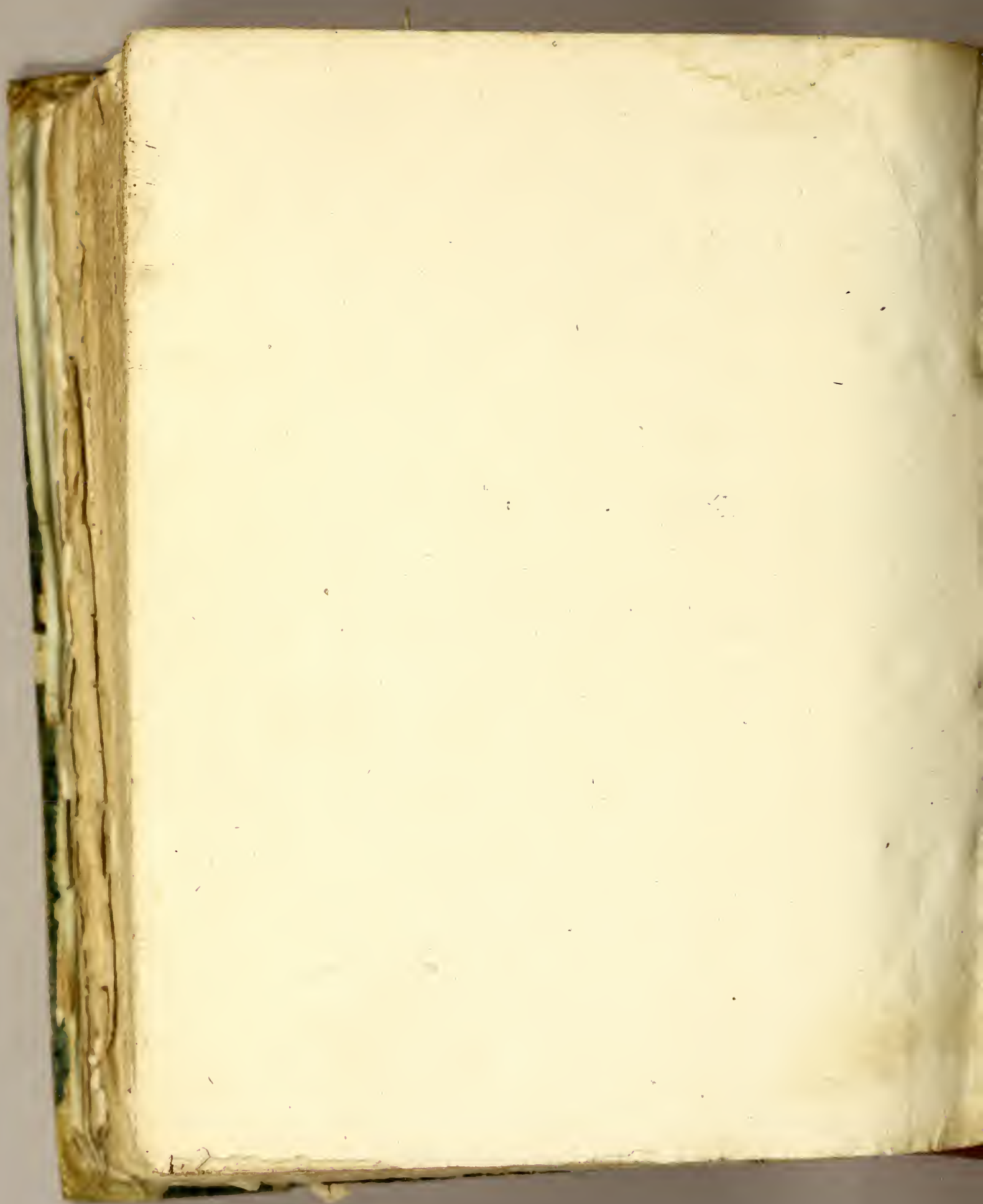
On voudrait trouver un traducteur Anglais, qui ne sera occupé que deux jours de la semaine. S'adresser à l'imprimerie de cette feuille, South second street, n°. 61.

M. Canteloup, residant à Philadelphie, desire-rait savoir où M. Savy fait sa residence dans le continent, ayant des affaires très-interessantes à lui communiquer.

*Errata du N° 13, page 53, colonne 1, ligne 25, des mouvemens, lisez les mouvemens. Page 54, col. 2, ligne 3, subite, lisez subi.*









E789  
T653w  
1-Size  
1.3



